

## Des questions qui restent posées

Rouillé d'Orfeuil H.

Tourisme et monde rural

Paris : CIHEAM  
Options Méditerranéennes; n. 3

1970  
pages 116-121

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010715>

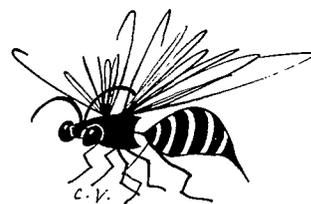
To cite this article / Pour citer cet article

Rouillé d'Orfeuil H. **Des questions qui restent posées.** *Tourisme et monde rural.* Paris : CIHEAM, 1970. p. 116-121 (Options Méditerranéennes; n. 3)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

# Des questions qui restent posées



par Henri ROUILLÉ D'ORFEUIL

Si vous avez lu l'ensemble des articles de ce numéro consacré aux effets de l'insertion du tourisme dans le monde rural, vous avez très probablement été surpris par certains points de vue. Vous avez aussi très certainement relevé le grand nombre d'interrogations et le petit nombre de réponses. Encore celles-ci apparaissent-elles bien partielles et ne semblent pas pouvoir résister à l'analyse d'un auteur abordant le problème par un autre biais.

\*  
\*\*

Selon leur formation, les auteurs privilégient tour à tour : la création d'emploi, le ralentissement de l'exode rural, l'apport d'un revenu complémentaire, la rentabilité des investissements, la rapidité de la construction, l'équilibre de la balance des paiements, la réponse aux besoins des citadins, la sauvegarde de vieilles cultures, la permanence de la ruralité, la conservation de la nature, la rencontre des hommes, etc... Chacune de ces optiques introduit dans le débat un diagnostic et des prescriptions thérapeutiques qui non seulement diffèrent mais bien souvent se contredisent. Alors que l'ethnologue ou le naturaliste souligneront l'importance de barrières de préservation des hommes et des sites, l'économiste appuiera tout projet rentable sans trop se soucier de ses répercussions sur l'esthétique du lieu ou sur l'équilibre du milieu.

Ces divergences ne proviennent peut-être que de l'emploi du mot « tourisme », qui recouvre trop de réalités différentes pour être appréhendé d'un seul tenant. Il est préférable d'engager des analyses au niveau de situations plus homogènes quant à leurs formes et à leurs effets (positifs ou négatifs) sur le milieu d'accueil. On s'aperçoit alors que la diversité des formes est immense : un tourisme de luxe ou de masse, un tourisme vert ou de grands aménagements,

des clubs de vacance ou des circuits touristiques, chaque option correspondant à un type particulier de touriste en faisant appel à des motivations différentes chez le vacancier. Il y a là un élément de condamnation à tout effort de généralisation en la matière.

N'y a-t-il pas aussi une généralisation hâtive dans la notion de monde rural, ce qui peut être bon pour une zone pouvant s'avérer néfaste dans une région voisine ?

Il serait utile ici de situer les différentes sociétés méditerranéennes par rapport à certains éléments qui, au vu d'une implantation touristique, ont une importance capitale : le degré d'insertion dans un monde industriel, la démographie, la capacité d'autofinancement, etc... Comment, par exemple assimiler le pays touareg et la paysannerie de régions agricoles prospères ?

Une région riche et peuplée sera plus à même de garder un certain contrôle sur l'aménagement touristique qu'une zone pauvre et déjà dépeuplée qui aura alors plutôt intérêt à s'orienter vers une solution « résidence secondaire ».

\*  
\*\*

Ces trois remarques qui soulignent trois séries de diversités semblent écarter toute tentative de généralisation dans l'étude des effets du tourisme sur le monde rural. Selon les critères du jugement, selon la forme du tourisme et selon la nature du monde rural, le bilan de l'aménagement pourra s'établir fort différemment.

Cela explique, dans ce numéro, nombreux sont les articles qui semblent suggérer : « Le tourisme est une chance pour le monde rural, mais à certaines conditions... » : ce sont ces conditions qu'il appartient d'étudier dans chaque cas.

\*  
\*\*

Mais il ne faut pas croire qu'en se situant à une échelle locale, la décision concernant la catégorie d'investissement à faire soit aisée. Il reste même assez difficile d'établir le bilan général d'une réalisation dont les effets se sont déjà fait sentir.

Pour se prononcer avec certitude, il faudrait pouvoir établir le bilan coût-avantage, c'est-à-dire chiffrer l'ensemble des modifications provoquées par une implantation touristique. On pourrait alors, à coup sûr, choisir l'investissement qui maximise les avantages collectifs. Mais comment quantifier le tort fait au chasseur pour la raréfaction du gibier, comment apprécier l'ouverture à un monde plus large ou au contraire le malaise causé par la rencontre de l'étranger. Toutefois, s'il faut abandonner la volonté de tout chiffrer, il semble que l'on doive faire effort pour tout prendre en compte. Restera ensuite à pondérer l'importance des différents « coûts et avantages ».

\*\*

L'établissement même de ce bilan en deux colonnes — effets positifs et effets négatifs — n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît.

En effet, l'accroissement du revenu, la création d'emploi, l'équilibre de la balance des paiements, la réponse aux besoins des citoyens apparaissent chez le plus grand nombre des auteurs comme des avantages, et pourtant...

### Un revenu d'appoint.

L'arrivée de touristes introduit une masse monétaire dans la région, c'est incontestable. Mais au profit de qui ?

S'agit-il d'un voyage à forfait ? Alors tout est payé au lieu de départ. S'agit-il de vacances dans de grandes cités de loisir qui ont exclu le plus souvent le monde rural ? Alors ce sont les groupes aménageurs qui en bénéficient. S'agit-il d'un tourisme vert ? L'apport d'argent paie-t-il largement les investissements antérieurement consentis ? On sait seulement que globalement il y a eu de la part du vacancier dépenses supplémentaires.

### La création d'emploi.

Il y a, c'est incontestable, création d'emploi mais cette affirmation est trop grossière : de quoi s'agit-il ? Le plus souvent d'emplois saisonniers qui imposent pour les mois « tranquilles » d'autres activités. Ces métiers du tourisme se substituent-ils aux anciens métiers ? C'est le cas des grands projets. Viennent-ils en complément de l'activité précédente ? C'est le désir des partisans d'un tourisme vert. Et quel type d'emploi ? Cela correspond-il à une promotion ou au contraire à une prolétarianisation par rapport à l'ancien état ? S'agit-il des habitants de la région ou de migrants déjà formés ? Autant de questions posées

et d'informations nécessaires à une décision ultérieure. On sait seulement que des emplois sont créés.

### L'équilibre de la balance des paiements.

Les chiffres sont probants, l'entrée de devises est incontestée à l'échelle du pays ; mais à quel prix pour l'économie interne ? Ce qui est bon pour le pays ne l'est pas forcément pour la région supportant un aménagement qui souvent ressemble à une enclave étrangère à sa vie économique.

Du côté des inconvénients, le doute n'est pas moins grand.

Ce que l'on présente comme une dégradation culturelle, une rupture d'équilibre traditionnel, n'est-il pas une chance d'ouverture à un monde plus large, une chance d'insertion pour certaines régions autrefois isolées dans une économie moderne qui porte en elle conjointement aliénation et libération ?

Nous n'avons pas voulu étudier ici ces quelques rubriques mais seulement montrer qu'il ne suffit pas de faire miroiter la création d'emploi ou d'effrayer en parlant de destruction culturelle pour que soit totalement favorable ou défavorable le bilan. Des questions correspondant à une analyse plus fine restent posées. Le doute à ce niveau n'est pas encore dissipé. Reprendre l'ensemble des avantages ou des inconvénients présumés n'infirmait pas ce point de vue. Pourquoi cela ?

\*\*

La raison qui vient d'abord à l'esprit est la suivante : Nous n'avons à notre disposition qu'un très faible matériel d'information. Et là on peut poser plusieurs problèmes qui ont des conséquences graves ; l'absence d'étude antérieure

à l'aménagement, la difficulté de trouver une zone géographique d'étude qui contienne tous les effets et la non prise en compte des effets induits, la coupure entre les études de différentes disciplines et l'abandon systématique des effets non quantifiables, enfin l'optique court terme des études prospectives engagées.

\*\*

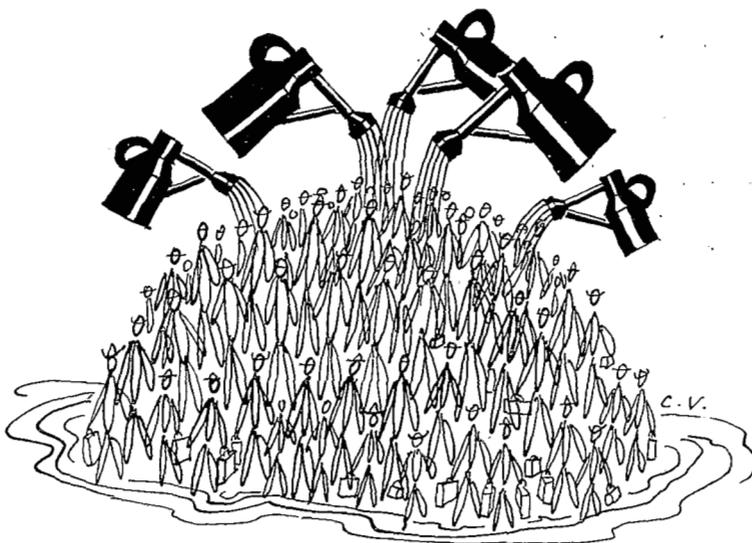
Le problème de la zone de référence soulève bien des questions.

En effet le tourisme est souvent plus rentable dans ses effets indirects que dans ses effets directs. On ne peut donc pas omettre de les faire intervenir. Porter un jugement sur la rentabilité d'un gîte rural n'indique rien des avantages économiques du phénomène touristique. Cela permet, tout au plus, de mettre en évidence que celui qui investit fait gagner de l'argent aux autres à cause des effets indirects et de conclure qu'il doit en être dédommagé par ceux qui en bénéficient indirectement. De même étudier la seule zone de l'aménagement ne permet pas de prendre en compte le fait que bien souvent un projet sclérose l'arrière-pays, une vallée ou des communes voisines en détruisant les vieux équilibres commerciaux, ou en contribuant à les dépeupler de leurs éléments les plus dynamiques.

Il apparaît, comme pour toute entreprise d'aménagement du territoire, que le choix de la zone d'étude a une importance capitale. Il n'est pas facile de déterminer la limite des effets d'une implantation touristique et de découper dans le territoire des régions où seront maximisés les avantages collectifs.

\*\*

L'étude doit donc porter sur une aire géographique qui comprenne l'ensemble des résonances touristiques mais aussi



Emploi saisonnier : l'arrosage systématique d'un massif de touristes.



Les « matières premières ».

toutes les parties prenantes doivent y intervenir.

Privilégier la vision financière, c'est déjà donner à l'économiste seul le pouvoir de décision. Cette coupure entre les disciplines est fort néfaste ; pour rompre avec cet état de fait, il faut que soient consenties des concessions. Tel spécialiste doit alors atténuer des tendances par trop universitaires, tel autre doit élargir ses vues à des aspects plus humains. Il faut aussi savoir que, lorsque le bilan coût-avantage présente un caractère aléatoire (certains effets ne pouvant être chiffrés), ceux que l'on appelle les futurs bénéficiaires doivent participer à la décision par l'intermédiaire de leurs représentants professionnels et politiques. Cela répond partiellement au « Qui doit décider ? »

Il semble en effet dangereux, pour une opération d'aménagement du territoire à effets indirects importants et de toute nature, de laisser la décision directement ou indirectement aux possesseurs de capitaux ou aux propriétaires du sol.

Mais cette proposition paraît un peu utopique dans la mesure où décider en la matière suppose une connaissance des techniques en cause et exige une formation très solide. Pour des réalisations de grande envergure, plus encore qu'au capital, le pouvoir est à la « connaissance », ce qui se recouvre le plus souvent.

On se doute bien que pour des aménagements touristiques qualifiés d'utilité publique (ce qui signifie le plus souvent rentrée de devises), un Conseil Municipal de commune rurale ne peut avoir seul le pouvoir de décision : cela reviendrait à privilégier des intérêts locaux, alors que le projet peut être un pôle de développement pour toute une petite région. Il serait dangereux pour des raisons inverses d'imposer une décision ministérielle. Mais le dosage là encore est très variable.

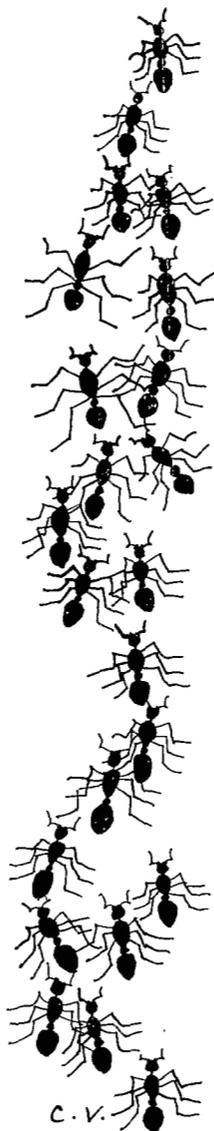
Élargir à tous les aspects du problème et les prendre en compte dans la décision ne facilite pas les choses. Il est évidemment plus facile de se retirer sur le seul terrain de l'économie et de considérer le tourisme comme une in-

dustrie ayant de fortes ressemblances avec une extraction minière : le tourisme a ses matières premières (le soleil, la neige, le sable, les monuments...) qu'il convient de transformer, sur place évidemment, pour en faire des produits consommables. Cette transformation correspond à une valeur ajoutée que les intéressés se disputent : les chaînes internationales, les clubs de vacances, ou les paysans qui habitent les zones de « gisement ». Pourtant l'analogie est grossière, le tourisme n'a rien de comparable avec le pétrole car son implantation se fait dans un milieu vivant. Poursuivre l'analyse précédente amènerait à considérer le milieu vivant lui-même comme une matière première qu'on exploiterait elle aussi — ce qui bien entendu est inacceptable. Pour juger de l'exactitude de ces propos on peut se reporter à des publicités du type de celles que cite M. Klein dans son article : « ... hors de portée des flèches des indiens redoutables dont on peut néanmoins voir les femmes empreintes d'une beauté mystérieuse... ».

\*\*

Reste l'importance donnée aux effets à « court terme » dans les études et réalisations en cours. Il y a des excuses à cela car les besoins des touristes évoluent de manière imprévisible. Comme tout consommateur, le touriste est un être instable dans ses besoins ou plutôt dans sa manière de les exprimer. Toutefois, pour y voir plus clair, il serait utile de situer le phénomène touristique dans une évolution culturelle et sociale et d'en chercher la signification. Il semble souhaitable aussi d'orienter le mouvement vers des formes plus enrichissantes sans vouloir faire le bonheur des vacanciers malgré eux, et ce d'autant plus que de toute façon, demain comme aujourd'hui, les campagnes publicitaires dirigeront en partie leur choix.

Tout porte à croire que l'explosion du Tourisme est, par certains aspects, un phénomène signifiant de première importance : un fait de civilisation. N'est-ce pas déjà l'aube de cette ère post-industrielle que certains annonçaient ? N'est-



ce pas l'une des premières manifestations de ce temps où « chacun sera pêcheur et chasseur », les prémisses de la civilisation des loisirs ? C'est en tout cas la preuve d'une démocratisation du confort et d'une libération du travail, en un mot du progrès, dans la mesure où celui-ci est assimilé à ses seuls aspects matériels. Mais cette évolution ne concerne encore que les pays ayant fait depuis longtemps leur révolution industrielle. Pour les autres, la plupart des sociétés méditerranéennes, le tourisme n'est aujourd'hui rien d'autre qu'un facteur économique dont il est bon de tirer parti pour pouvoir investir dans d'autres domaines ; on est alors tenté de vendre du soleil pour répondre à une mode nouvelle comme on a vendu du pétrole sans très bien savoir pourquoi.

S'il est difficile aujourd'hui de dire ce que le touriste recherche, on peut cependant affirmer qu'il fuit la ville. On pourrait ajouter : qu'importe l'endroit où il va, et ce qui l'attire. Ce que le phénomène indique le plus sûrement c'est que la vie dans nos villes est insupportable 12 mois par an. Et plus généralement que la société industrielle exige pour ceux qui y sont intégrés des périodes d'évasion ; l'homme n'y retrouve pas son identité. Ce besoin de rupture signifie que la société industrielle n'est pas encore une civilisation dans la mesure où elle n'est pas « totalitaire », c'est-à-dire

dans la mesure où elle ne répond pas à tout l'homme. Elle a encore besoin de la civilisation rurale pour satisfaire quelques manques. Par ailleurs, à l'inverse de ce que l'on nomme « le retour à la nature », expression fort imprécise, il y a le désir des ruraux d'accéder aux facilités de la ville.

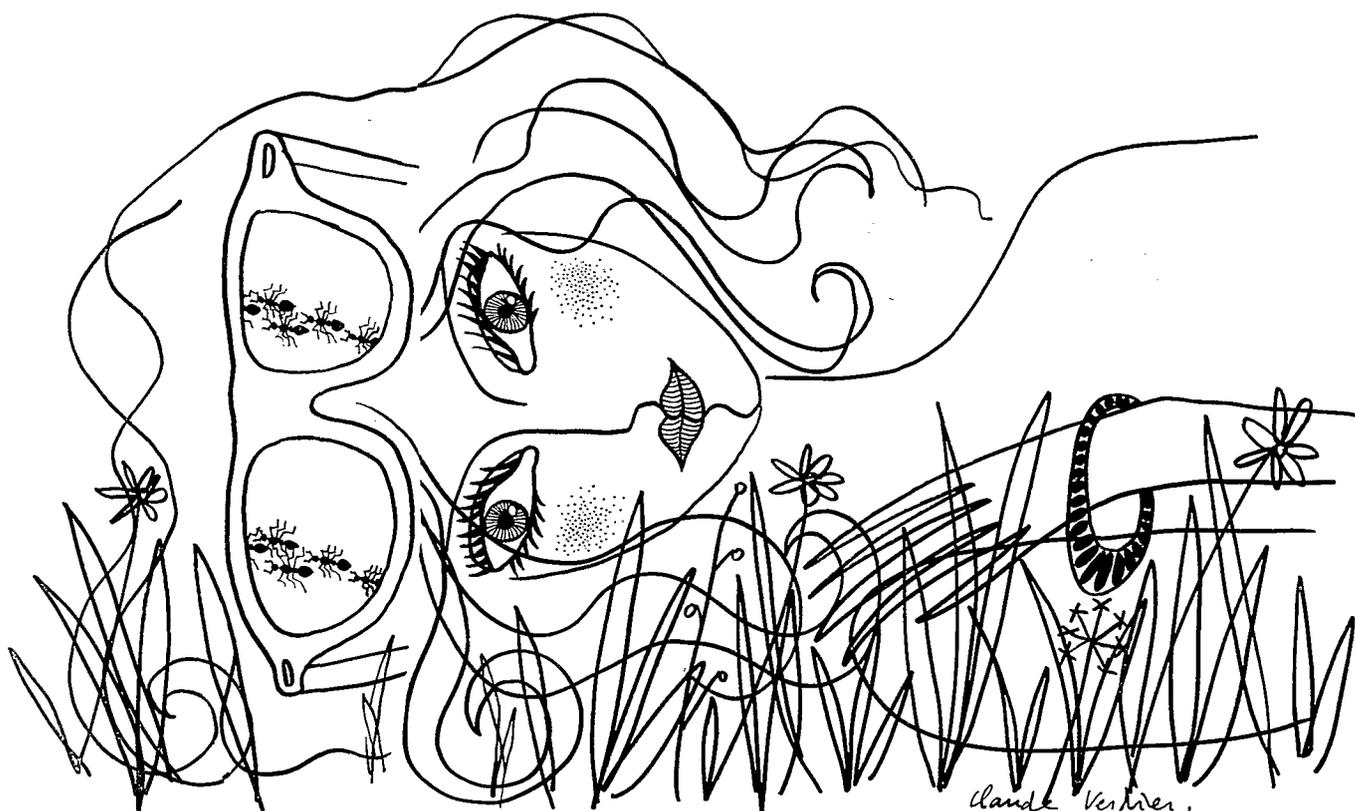
\*\*

Pour faire converger ces deux mouvements, il ne suffit pas de former ruraux et touristes pour que les uns deviennent plus accueillants et les autres « bien élevés ». Il y a en fait un choix véritable à faire : veut-on oui ou non mettre en contact les uns et les autres ? Les intéressés le souhaitent-ils ? Si l'on répond par l'affirmative, ce que l'on a appelé « destruction culturelle » « désarticulation des anciens circuits commerciaux » est inévitable : le touriste porte en lui la civilisation urbaine. Inévitable car l'on peut craindre que le touriste soit culturellement le plus fort : d'abord parce qu'il est le plus riche et que c'est lui qui paie pour venir, ensuite parce que les compétences en matière d'aménagement touristique sortent aussi de la ville. Il y a là quelque chose qui ressemble à une colonisation d'un monde par un autre. Et si l'on reprend l'ensemble des critiques émises dans les différents articles de ce numéro, elles ne sont que l'expression des problèmes posés par

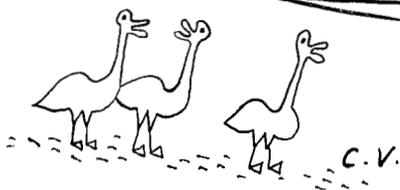
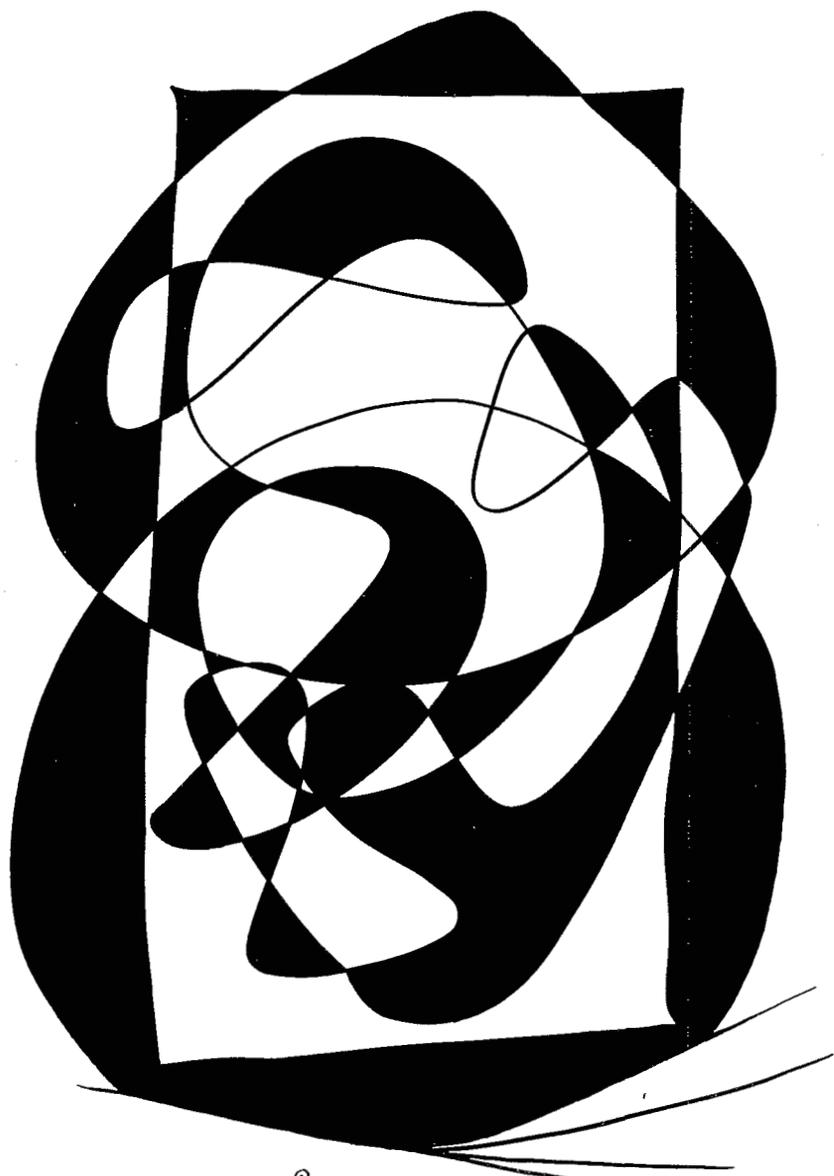
l'insertion de la société industrielle (par l'intermédiaire des touristes et des réalisations touristiques) dans un monde qui l'ignore ou tout au moins qui ne l'a pas « digéré de l'intérieur ». Et plus le monde rural est vulnérable, plus il est pauvre, plus sa vision du monde reste à dominante agraire, c'est-à-dire, moins il est adaptable à un autre univers, plus les problèmes qui se posent sont graves. A cet égard la paysannerie française sera bien moins touchée que la paysannerie marocaine, par exemple, parce que déjà son acte de production est un acte industriel et économique. Il y a donc par le fait du tourisme un contact, peut-être même un choc entre ruraux et citadins, c'est-à-dire entre deux modes de vie, deux manières de voir ce monde, bref entre deux civilisations.

\*\*

L'introduction à tous les niveaux de transactions monétaires est un élément remarquable de cette insertion de la société industrielle. Effectivement, de plus en plus, il faudra au touriste payer le soleil, le sable, la neige, la nature, mais aussi ceux qui l'entretenaient jusqu'à présent gratuitement. Il y a deux raisons principales à cela : d'abord ce que l'on croyait inépuisable s'épuise, c'est-à-dire que ce que l'on pensait être un bien libre devient par le fait de l'industrialisation



*L'évasion, ou la cigale et les fourmis.*



*Tentative de création d'un paysage contemporain.*

et de l'urbanisation un bien rare qui, comme tout bien rare, doit être payé. La deuxième raison est à chercher dans l'évolution de la productivité de l'agriculteur. Il se trouve qu'aujourd'hui un pays comme la France pourrait se permettre d'abandonner, en choisissant d'intensifier la production agricole de certaines régions favorisées, les régions les plus déshéritées. Cette tendance apparaît naturellement puisqu'elle est dans la logique de l'économie en vigueur. Mais on rechigne à accepter un pays où il n'y aurait plus bientôt, outre les zones d'agriculture prospères et industrialisées, que des villes et des déserts. Pour éviter cette évolution, la collectivité devra donc rémunérer les agriculteurs pour ce qui était autrefois un avantage tout à fait indirect et parfaitement insoupçonné, à savoir l'entretien de la nature. Ce fait précis de l'introduction de transactions pécuniaires partout et tout le temps a des répercussions importantes d'ordre psychologique. Ce qui jusqu'à présent était épargné, ce qui par nature doit être gratuit, à savoir la beauté, ne va-t-il pas devenir une consommation ? Rien n'aura plus à être mérité par l'effort ; il suffira d'acheter un bon guide, de construire une route, de rémunérer un bon agriculteur-jardinier. Cette attitude quasiment générale, si cela est bien ainsi, de consommation — symbole de l'empreinte d'un univers industrialisé et de l'avènement de l'« homme économique » — ne risque-t-elle pas de tout niveler pour n'épargner que ce qui est rentable, en réduisant l'homme de la terre à un rôle de comédien payé pour son talent ? Est-ce bien cela dont le touriste a besoin ? Ne perçoit-on pas, derrière ce que l'on appelle « le retour à la nature », au-delà de ses manifestations qui aujourd'hui indiquent surtout la difficulté du touriste à s'éloigner de l'univers de la ville, le désir de retrouver la terre dans le sens où Saint-Exupéry en parlait : « La terre nous en apprend plus long que tous les livres car elle nous résiste » ? Si c'est cela, les formes qui sont données aujourd'hui aux aménagements touristiques sont condamnées à terme.

\*  
\*\*

Mais cela n'indique rien des formes qu'il faudrait élaborer. On reste tout au plus avec un certain nombre de questions, aujourd'hui sans réponse. Est-il possible d'imaginer un équilibre ville-campagne, sachant que la campagne ne doit être ni un désert, ni une ville, ni un musée, mais la campagne de la société industrielle répondant aux exigences économiques et sociales actuelles ? « Il faut créer le paysage d'aujourd'hui » nous dit M. Barré. Certes, mais pour ce faire nous n'avons pas à notre disposition de technique d'aménagement et de projet de l'espace qui répondent à cette ambition. Nous savons très bien désertifier, assez bien construire des villes à la campagne pour reprendre une expression célèbre, nous entrevoyons même la manière de conserver et de préserver, mais il semble que nous ne sachions plus créer un paysage.